

## INTERVIEW

*En Europe, 10 à 12 millions de Roms vivent dans des conditions dignes du tiers monde. A Strasbourg, un sommet explorera des pistes pour leur inclusion.*

# L'Europe au défi d'intégrer les Roms

PROPOS RECUEILLIS PAR

**AMANDINE ASHANTI, PARIS**

En réponse à la discrimination croissante à l'encontre des Roms et à leur marginalisation économique et sociale, le Conseil de l'Europe organise un Sommet des maires, le 22 septembre 2011 à Strasbourg, pour mobiliser l'action locale et régionale en faveur de l'inclusion des Roms et des gens du voyage. Interview du secrétaire général du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux Roms, Jeroen Schokkenbroek.

**Pourquoi organisez-vous un Sommet en faveur de l'inclusion des Roms ?**

**Jeroen Schokkenbroek:** Ce sommet fait suite à la Déclaration de Strasbourg sur les Roms, adoptée par le Conseil de l'Europe le 20 octobre 2010. Ce texte marque un tournant car, à travers lui, le Conseil de l'Europe a constaté qu'à l'égard des Roms il ne fallait plus rester au niveau des grands principes, mais bien mettre en place des dispositifs à même de faire respecter les droits effectifs de ces populations. Le Conseil de l'Europe a également insisté sur l'importance de l'action locale et régionale dans ce dispositif.

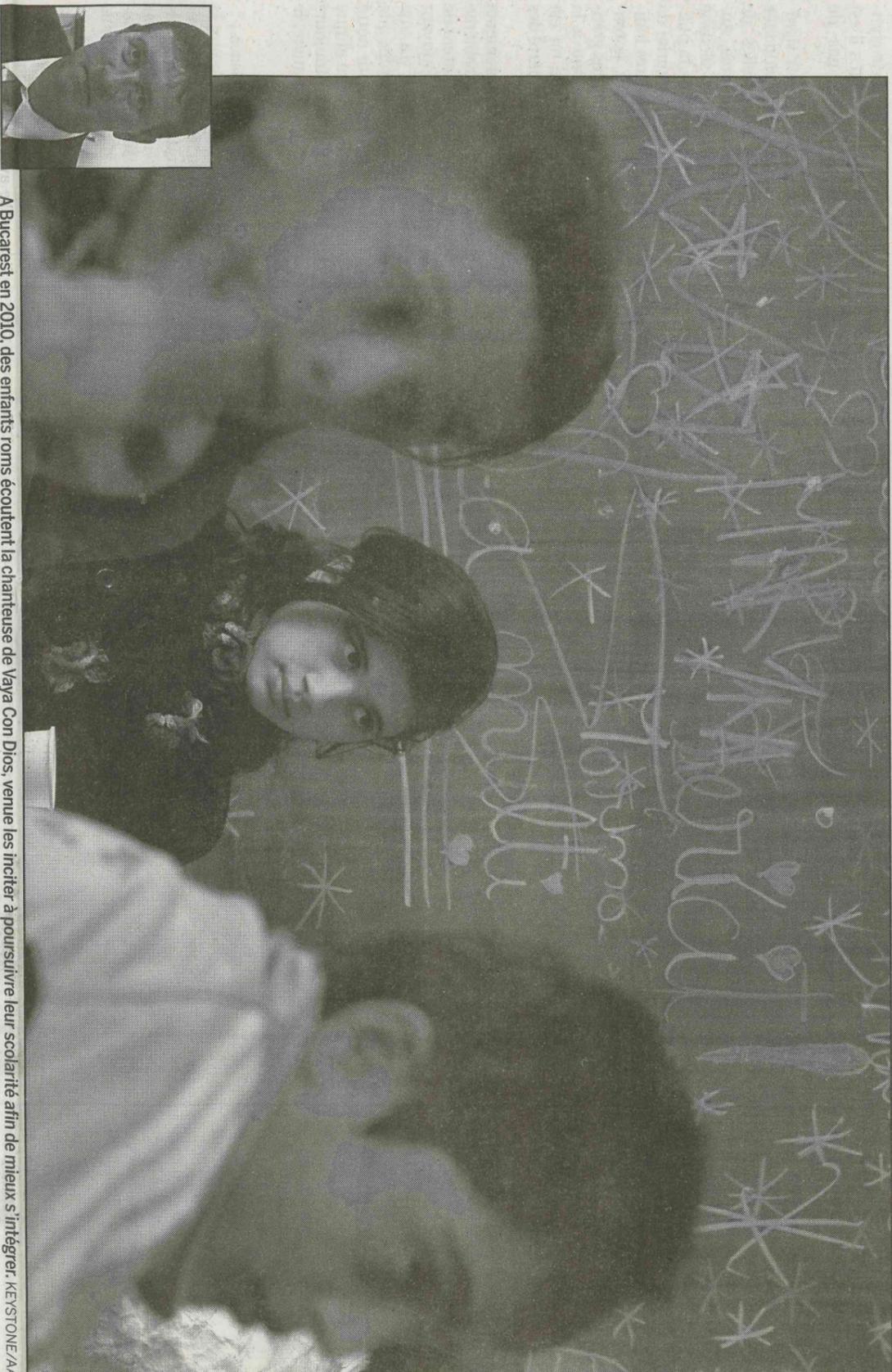
Lors du sommet, les débats porteront essentiellement sur les relations entre les collectivités territoriales (communes, départements, régions) et les communautés roms. Cette rencontre permettra aussi de dresser la liste des obstacles à l'inclusion des Roms. A long terme, il s'agit de créer un réseau paneuropéen qui fournira une information sur les initiatives locales – en nombre croissant –, et qui servira de cadre de coopération pour les différents acteurs de terrain.

**Pourquoi le Conseil de l'Europe mène-t-il désormais une action spécifique à l'égard des Roms?**

Notre prise de conscience remonte à l'été 2010. A l'époque, les expulsions de Roms de France vers la Roumanie menées par le gouvernement de Nicolas Sarkozy ont d'ailleurs été à l'origine d'une polémique entre la France et de nombreux pays européens, et même avec la Commission de Bruxelles. Il fallait se rendre à l'évidence: entre 10 et 12 millions de Roms vivent en Europe dans des conditions souvent dignes du tiers monde. Ils sont Européens et subissent partout des discriminations extrêmement importantes alors que ces sont des populations déjà fragilisées économiquement.

## A Strasbourg, la municipalité s'organise

**Depuis quelques années**, la France a vu arriver sur son territoire 12 000 Roms venant d'Europe de l'Est fuyant les discriminations et la misère dont ils sont victimes dans leur pays d'origine depuis la chute du mur de Berlin. Parlant rarement la langue française et étant peu diplômés, ceux-ci en sont réduits à vivre dans des campements de fortune, au hasard des friches industrielles, sous les ponts des voies rapides ou dans les champs en bordure de la région parisienne. Devant cette situation, des associations leur viennent en aide et des initiatives locales s'organisent pour combattre les discriminations à leur encontre. Ainsi à Strasbourg, le maire socialiste



A Bucarest en 2010, des enfants roms écoutent la chanteuse de Vaya Con Dios, venue les inciter à poursuivre leur scolarité afin de mieux s'intégrer. KEYSTONE/AF

Le Conseil de l'Europe doit contribuer à ce que ces populations ne soient plus mises à l'écart et nous devons combattre les représentations hostiles et violentes à l'encontre de cette minorité.

Nous avons donc décidé d'organiser deux fois par an des rencontres d'experts pour passer en revue la manière dont les Etats européens mettent en œuvre des politiques de lutte contre les discriminations, et pour déterminer quels sont leurs échecs, leurs obstacles et leurs résultats. Mais le Conseil de l'Europe est également conscient qu'il faut décliner cette politique d'inclusion au niveau des élus locaux, qui peuvent agir très directement à destination des Roms.

**A quoi vont servir les échanges**

**d'informations entre élus locaux ?** Nous voulons aider les maires à comprendre qu'il est possible de faire quelque chose en direction des Roms et de sortir des schémas de type sécuritaire. Nous allons leur montrer que les initiatives favorisant l'inclusion des Roms dans les

territoires où ils vivent donnent de bons résultats.

Je pense en particulier aux expériences menées par des villes espagnoles en matière d'accès aux logements, d'accès aux soins et à la scolarisation. A travers le pays, 27 municipalités

ont confié à des associations l'organisation d'un système de tutorat auprès de 700 élèves Roms pour pallier leur déficit spécifique de connaissances scolaires. Les résultats sont satisfaisants car 80% des enfants qui étaient en primaire sont passés dans le secondaire. Je suis sûr que ces exemples vont inspirer de nombreux élus locaux qui cherchent encore quoi faire.

**En Europe de l'Est, zone où sont implantés en grande majorité les Roms, les élus sont particulièrement réticents ?**

Il ne faut surtout pas généraliser, mais l'hostilité à l'égard des Roms est très forte en Roumanie, en Bulgarie, en Slovaquie ou même en Hongrie. C'est d'ailleurs pour cela que de nombreux Roms viennent vivre en Europe de l'Ouest\*. Nous avons à faire face à une situation

très compliquée là-bas car par endroits, il est politiquement suicidaire pour les élus locaux de mener une politique d'intégration des Roms. Nous comptons donc sur le sommet pour que des maires échangent des solutions entre eux.

Et nous sommes là pour les aider. Depuis la fin 2010, le Conseil de l'Europe consacre 1 million d'euros par an pour former jusqu'à 80 médiateurs dans 15 pays. Leur fonction sera d'améliorer les relations entre les populations roms, là où elles sont implantées, et les autorités locales, ainsi que les services publics. Réciproquement, ces médiateurs sont chargés de convaincre les familles roms de scolariser leurs enfants et d'échanger autour de la santé.

Nous avons déjà vu des résultats spectaculaires, comme l'augmentation sensible du nombre de vaccinations après le travail mené par des médiateurs. La mise en place de médiations nous semble importante car les politiques d'inclusion ne pourront pas fonctionner si elles vont du

haut vers le bas et si elles sont imposées aux Roms. Nous voulons plutôt mettre en place un schéma dans lequel les politiques sont mises en place au cours d'un dialogue entre Roms et autorités locales.

**Toutes les communes n'ont pas les mêmes moyens financiers. Elles ne peuvent pas toutes consacrer 440 000 euros à leur politique d'inclusion, comme le fait Strasbourg (lire ci-dessous)?**

La réponse tient dans les fonds sociaux européens, qui sont suffisamment importants pour mener de très nombreuses politiques locales d'inclusion à destination des Roms. Seulement, chaque année, la Commission de Bruxelles nous informe que ses crédits ne sont pas complètement utilisés; parce que les collectivités territoriales ne savent pas forcément qu'elles peuvent y faire appel ou ne savent pas comment faire pour les obtenir. Il y a donc une marge de manœuvre que nous considérons comme suffisante. C'est pourquoi, nous avons prévu,

lors du sommet, un atelier spécifique qui permettra de faire connaître aux élus les possibilités d'aides européennes et toutes les procédures afin d'obtenir.

**Combien d'élus locaux seront-ils présents?**

Pour le moment, nous attendons des représentants d'un soixantaine de collectivités locales, communes et régions confondues. Au total, plus de deux cents élus locaux viendront au sommet en provenance d'à peu près tous les pays européens. Il est vrai que, péroré, si nous entretenons de contacts avec une ville suisse pour le moment aucun maire de ce pays n'a prévu de venir, est également possible que nous étendions notre programme de médiation à la Suisse en 2012.

\* Les Roms qui vivent en France sont principalement sédentaires. C'est le cas de 90% à 95% des Roms en Europe, selon le Conseil de l'Europe. Mais, en raison de la traque policière, de leur misère et de la discrimination, ils sont contraints à des allers-retours entre la France et leur pays d'origine.

## Boucs émissaires des autorités françaises

**Nicolas Sarkozy** avait fait campagne en 2007 en promettant qu'il allait briser les tabous: son gouvernement est le premier depuis 1945 à désigner les Roms à la vindicte populaire. Son ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a estimé, que «près de 1 200 ressortissants roumains ont été déferés devant la justice (...) pour les sept premiers mois de l'année à Paris. Les délinquants roumains représentent un déficit sur dix dans la capitale.» (*Aujourd'hui en France/Le Paris-*

tions hostiles de certains habitants. « Dès qu'il y a des Roms qui s'installent quelque part, les riverains crient aux voleurs de poules », déplore-t-il. Pour contribuer à changer cette perception, la municipalité est en train d'aménager un terrain près de la gare, qui sera équipé en eau et en électricité. «Il faut d'abord leur donner de bonnes conditions de vie pour ensuite mettre en place une politique d'inclusion», affirme le maire. Une équipe médico-sociale, en lien avec les associations mais pilotée par la municipalité, est déjà prévue pour mener des actions de soutien à la scolarisation et d'accès à la santé. Au total, le coût du projet s'élève à 440 000 euros.

ministre de l'Intérieur a souligné que le nombre de Roumains interpellés avait presque doublé par rapport à la même période de l'année 2010. Également? Le ministre est en fait un récidiviste. Le 29 août dernier, il avait déjà montré du doigt «la délinquance roumaine» lors d'une interview télévisée. Dès le lendemain, des forces de police ont expulés entre 150 et 200 Roms vivant dans un campement situé à Saint-Denis, au nord de Paris. «Les expulsions forcées violent

internationaux relatifs aux droits humains», a protesté Amnesty International France. Selon plusieurs témoignages, les familles dont les habitations ont été détruites, ont été contraintes de monter à bord de tramways, en ignorant tout de leur destination Pour la Ligue des droits de l'Homme, «le gouvernement entend mobiliser de grandes peurs, xénophobes et sécuritaires pour scander les campagnes électorales à venir et préparer de possibles alliances